

La puissance au XXIème siècle : le poids de l'Histoire



La force militaire suffit-elle à garantir la puissance d'un État ? Russie, OTAN, Grande-Bretagne et Allemagne conservent-elles leur puissance ?

Ces questions ont fait l'objet d'un colloque organisé, le 13 avril 2015 à Paris, par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), EuroDéfense-France, l'Institut Jean Lecanuet et la revue *France Forum*. Y ont notamment participé : le général de brigade Benoît Durieux, directeur du Centre des hautes études militaires ; Gabriel Bernier du secrétariat international de l'OTAN ; Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe ; le général (2S) Maurice de Langlois de l'IRSEM.

Capacité militaire durable. Le discrédit moral et juridique de la guerre perdure depuis 1945 dans une Europe qui se démilitarise, alors que les violences armées s'en rapprochent, note le général Durieux. Mais, la réflexion sur la puissance

militaire se poursuit depuis une quinzaine d'années. Après leurs interventions en Afghanistan et en Irak, les États-Unis ont compris l'inadaptation de leur force militaire, dans un environnement mal perçu et un mode de combat déconnecté de la réalité du terrain et de la situation politique. Un débat s'est ouvert sur l'offensive et la défensive. Celle-ci l'emporte avec la dissuasion nucléaire et des armées conventionnelles qui coûtent de plus en plus cher. L'offensive repose sur la faiblesse conceptuelle de la puissance militaire. La destruction de l'adversaire rassure, mais c'est un résultat à court terme. Il faut donc repenser le concept de puissance militaire, estime le général. En raison de la nature politique de la guerre, les militaires ne peuvent pas régler des problèmes non militaires. La singularité de la guerre nécessite une approche globale : contrôle des milieux marin et aérien et destruction de l'adversaire. S'y ajoute le temps long du développement de la puissance militaire. Le premier effort porte sur « l'intelligence stratégique » : comprendre l'adversaire et ses motivations pour éviter la « facilité tactique », uniquement militaire, et la tentation de la « morale », conception étrangère à la politique. Le deuxième effort concerne la capacité d'un pays à s'engager de façon autonome sur un théâtre d'opérations, comme les États-Unis dans le passé, la France au Mali ou le Tchad contre l'organisation terroriste Boko Haram. Enfin, la pérennité de l'action militaire dépend de la capacité industrielle du pays et de la formation des personnels.

L'OTAN, outil de puissance. Pour l'opinion publique, l'OTAN se présente comme un multiplicateur de forces militaires entraînées et constitue un saut qualitatif en terme de puissance avec la dissuasion nucléaire, indique Gabriel Bernier. Cela implique : un partage du fardeau transatlantique et intereuropéen, avec une plus grande autonomie pour l'Union européenne ; l'élaboration d'une politique de défense et d'une doctrine pour le contrôle de l'espace stratégique ; une approche internationale en matière d'équipements par la mutualisation et le partage des moyens. Le retour de la menace russe et l'apparition de Daech ont conduit à l'adaptation de la capacité de réaction rapide de l'OTAN, qui doit d'abord éviter tout conflit en Europe.

Résurgence de la Russie. Puissance régionale moyenne, la Russie s'étend de la Baltique au Pacifique. Inquiète pour sa sécurité, elle s'attend à une confrontation avec l'Occident, notamment au Moyen-Orient, estime Arnaud Dubien. En outre, elle ne s'estime pas vaincue à l'issue de la guerre froide (1947-1991). La dissuasion nucléaire a été modernisée, mais les forces conventionnelles devront

être mises à niveau d'ici à 2020. Depuis les années 2000, la Russie souhaite la prise en considération de ses intérêts stratégiques, ignorés depuis 1990, surtout l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est. Pour la Russie, l'Ukraine, dont elle est frontalière, ne doit appartenir ni à l'OTAN, ni à l'Union européenne. Considérant que son intérêt stratégique vital y est engagé, elle entend maintenir son rang dans les décennies à venir et est prête à en payer le prix, malgré les sanctions économiques. La crise semble durable avec les États-Unis, malgré l'absence de véritable confrontation idéologique. L'attitude des autres pays est variable. Grande-Bretagne, Suède, Pologne et Pays Baltes prônent une ligne dure en matière de sanctions économiques. L'Espagne, l'Italie, la Grèce, Chypre, la République Tchèque et la Hongrie préfèrent un assouplissement. L'Allemagne adopte une position médiane. La Russie, pour qui l'Occident a cessé d'être la référence, se tourne d'abord vers la Chine, qui représente 17 % de ses échanges extérieurs. Elle recherche des partenariats dans les domaines nucléaire et militaire avec l'Afrique du Sud et le Brésil. Enfin, elle développe ses relations diplomatiques et économiques avec l'Inde, le Viêt Nam, l'Égypte, la Turquie et l'Iran.

Prise de conscience de l'Allemagne. L'Allemagne se considère comme une puissance « civile », sceptique sur l'emploi de la force, explique le général Maurice de Langlois. Privilégiant une approche multilatérale pour éviter les risques, son Livre Blanc 2006 sur la sécurité n'évoque pas la notion d'intérêt national et manque de réflexion stratégique, selon le général. Intégrée à l'OTAN dès 1955, la Bundeswehr est pourtant intervenue en ex-Yougoslavie, Afrique et Afghanistan, quoique souvent soumise au « caveat » national (limitation des missions opérationnelles par le gouvernement). Mais en 2011, l'opinion publique a pris conscience de la nécessité de maintenir la violence en cas de remise en cause de la co-existence pacifique. Le délai d'alerte opérationnelle de la Bundeswehr est passé à 48 h. Le budget de la Défense doit croître de 8 Md€ d'ici à 2019, notamment pour augmenter ses investissements et améliorer la disponibilité de ses équipements.

Réticences de la Grande-Bretagne. Malgré l'hésitation de son opinion publique à l'envoi de troupes en opérations extérieures, la Grande-Bretagne se croit encore une grande puissance et veut étendre son influence dans le monde, souligne le général de Langlois. Elle préfère envoyer des experts militaires et civils, à titre préventif. La force armée, quoique considérée comme la clé de voûte de la

sécurité, ne doit être employée qu'après tous les autres moyens. De leur côté, les États-Unis estiment que la Grande-Bretagne ne remplit plus son rôle dans les grandes opérations qu'ils mènent.

Loïc Salmon

Selon Falashadé Soulé-Kohndou, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud constituent un groupe « d'États émergents », qui recherchent une influence politique internationale, basée sur leur statut de puissance régionale. Ils développent leur capacité militaire et préfèrent l'action collective à l'initiative individuelle. Ils utilisent la diplomatie selon les enjeux : système financier international, droits de l'Homme, gouvernance internationale ou réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils s'impliquent dans les médiations entre pays en litige et dans les opérations de maintien de la paix. Toutefois, leur influence politique reste limitée. Ainsi, l'Inde et l'Afrique du Sud s'abstiennent régulièrement lors du vote sur des résolutions des Nations unies mettant en cause la Russie ou la Chine.